



Cher.e AESH,

La loi pour « l'égalité des chances » de 2005 a ouvert la possibilité aux enfants en situation de handicap de suivre une scolarisation en milieu ordinaire, d'accéder à des formations professionnelles comme tout un chacun, de devenir des citoyennes et des citoyens à part entière.

Pour permettre cela, il fallait du personnel, si possible bon marché (contrats aidés, et CDD de 1 an renouvelables 5 fois). Ainsi, les AVS se sont répandu.e.s un peu partout. Puis, une fiche métier a été publiée et les AVS sont devenu.e.s des AESH.

Aujourd'hui, en nombre, nous représentons la deuxième profession de l'Éducation Nationale et pourtant, bon nombre d'enfants ne peuvent être accueillis par manque cruel d'accompagnant.e.s.

Les PIAL, par leur gestion purement comptable de l'aide humaine, poussent à sa mutualisation, l'accompagnement perd son sens et l'inclusion devient illusion.

La précarité de notre métier (à 98 % féminin) révèle le peu d'importance accordé aux femmes dans le fonctionnement patriarcal de notre société.

Autant nos missions sont nobles, autant notre statut est précaire et nous maintient délibérément dans la pauvreté tout en nous rendant corvéables.

Un CDI, même au bout de 3 ans de CDD, reste un contrat : nous ne sommes pas fonctionnaires et les CDI à temps partiel imposé n'ouvrent que des perspectives de survie.

Le mépris que le gouvernement nous porte n'est que le pâle reflet du déni de la réalité de vie des personnes en situation de handicap dans notre société.

Nous sommes au 21^{ème} siècle, presque 20 ans après la promulgation de cette loi. La situation n'est plus acceptable. L'école ne peut être inclusive sans moyens financiers et sans la création d'un nouveau corps de métier de la fonction publique de catégorie B, avec un plein temps à 24h hebdomadaires présence élève, pour toutes et tous les AESH, avec une formation continue adaptée à la profession.

Parce que nous n'aurons que ce que nous prendrons, mobilisons nous pour gagner ce vrai statut ! Il en va de nos conditions de vie et de travail, mais aussi et surtout de l'avenir des jeunes que nous accompagnons et de ce que sera la société de demain.

Pour SUD éducation, le combat des AESH est essentiel et nous le portons depuis des années ! Parce que nous pensons que seul le rapport de force peut nous faire gagner, nous appelons -aux côtés de l'intersyndicale- les AESH et l'ensemble des personnels de l'éducation à se mettre en grève le 3 octobre.

AESH : un vrai métier, un vrai statut, un vrai salaire !

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Les rendez-vous pour l'Hérault :

Montpellier : 11h30 parvis de l'opéra Comédie, puis 12h15 départ pour le Rectorat.

Béziers : 12h parvis du théâtre